

AVIS CGT - DÉCLINAISON DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ARRÊTÉES



(avis rendu le 26 janvier 2026, à la suite du CSEC ordinaire des 17 et 18 décembre 2025)

Sur la partie “groupes produits, R&D et manufacturing”

Nous considérons qu’il y a une incohérence entre les roadmaps et les moyens humains. De plus, nous considérons également que la stratégie de ST a davantage des objectifs financiers que le développement de l’entreprise.

Concernant MDRF, la roadmap est extrêmement chargée et n’a pas été priorisée alors même qu’il y a un manque d’effectifs criant, de l’aveu même de l’intervenant.

Concernant APMS, il y a aussi un manque d’effectifs et un manque de vision pour GPCA (General Purpose & Custom Analog).

Ces éléments nous font craindre une forte augmentation des RPSO (Risques PsychoSociaux Organisationnels). Les salariés étant déjà soumis à une pression sur des projets existants (Road Runner, Cube 2).

Par ailleurs, nous notons l’échec du développement de l’IP de Qualcomm, montrant qu’une stratégie court terme d’acquisition de technologies sans formation et sans compétences ne fonctionne pas. Et puis, nous sommes interrogatifs sur le rachat de MEMS NXP d’une valeur de 950 millions de \$, lorsque dans le même temps le plan de restructuration prévoit le même volume d’économies.

Concernant la R&D, elle semble désormais ne se limiter qu’au Back-End, le Front-End étant fortement réduit : plus de roadmap sur le FinFet depuis plusieurs années, et une roadmap sur le P18 retardée d’année en année. Par ailleurs ST prévoit une forte progression du chiffre d’affaires lié à la photonique . Nous étions essentiellement des fondeurs ces 5 dernières années pour un client chinois . Tout effort de développement interne ayant été abandonné, les connaissances techniques nécessaires ont fortement diminué dans ST. Nous repartons donc , après un énième stop and go , sur un marché compétitif avec un retard technique évident . Nous avons appris par nos collègues que les sous traitants sont démarchés pour essayer d’acquérir en hâte les connaissances nécessaires . Cette politique industrielle et le peu de vision à long terme nous inquiète.

Concernant le manufacturing, nous dénonçons la poursuite de la fermeture des lignes de Tours 6 pouces et de Crolles 200 mm, avec son lot de suppressions d'emplois et de délocalisations vers l'Asie. Pour rappel, la fermeture de ces lignes a pour objectif de saturer les autres lignes de production (Tours 8 pouces, Rousset, Rennes BE et Crolles 300 mm), mais nous constatons que le compte n'y est pas. Nous dénonçons également la stratégie du "China to China". Nous rappelons que ST bénéficie largement de subventions publiques pour créer de l'emploi et développer l'industrie en France. Or la restructuration en cours de déploiement fait tout le contraire !

Sur la partie "développement des compétences"

L'accord GEPP accompagnant la restructuration de ST a introduit une cartographie des métiers par organisation, et catégorisant les métiers ("en croissance", "stable", "en transition"). Alors que la restructuration a été officiellement déployée en septembre 2025, sur la base d'une cartographie datant du 25 juillet 2025, la direction a mis à jour la cartographie le 24 novembre 2025. De plus, la présentation du plan de formation indique qu'il est en construction. Voilà un an que Jean-Marc Chéry a annoncé la restructuration, et la direction de ST ne donne toujours pas d'informations précises sur le devenir et les besoins des salariés. Ce constat laisse à penser que la direction navigue à vue, sans vision précise.

De plus, nous notons que la prévention sur les RPSO, en lien avec la catégorisation des métiers et par voie de conséquences des salariés qui occupent ces métiers, est inexistante.

Par exemple, la catégorisation "en transition" pour les salariés concernés est source de doutes et de stress sur leur avenir. Pour les salariés dont l'activité est arrêtée, la direction n'organise pas la transition vers un nouvel emploi, et laisse les salariés se débrouiller pour trouver eux-mêmes un nouvel emploi, dans un contexte où il y a peu d'offres en interne ST, provoquant ainsi une compétition malsaine entre collègues de travail. Pour les autres salariés, ils ne savent toujours pas ce que cette catégorisation "en transition" peut vouloir dire pour chacun d'eux, et ce questionnement existe depuis le 25 juillet 2025, sans que la direction y réponde.

Sur la partie "environnement"

Nous avons posé de nombreuses questions détaillées pour le CSEC du mois de décembre, seul CSE où l'environnement est officiellement traitée à ST. Nous remercions l'intervenante pour le soin apporté aux réponses données. Néanmoins, force est de constater que très peu de questions posées ont reçu une réponse. **Nous retenons 3**

sujets que nous avons indiqués comme prioritaires et qui restent toujours très mal adressés à ST.

- **L'utilisation de l'eau potable pour faire des puces** : pas d'engagement sur le reclaim, juste des promesses. Les salariés ont qualifié les process de recyclage mais ST ne met pas en place les investissements nécessaires pour leur réalisation ; Le taux de recyclage de l'eau (par le process Reclaim) annoncé à 60 %, ne semble être qu'à 2 % actuellement. Nous souhaitons qu'une infime partie des subventions de l'état soit dédiée à cet enjeu majeur (ST a estimé le coût de l'investissement du reclaim à 57 Millions d'euros et n'a rien investi depuis 2 ans. Le taux de recyclage officiel (reclaim + reuse) des usines de ST reste un sujet non transparent et malgré nos demandes toujours pas d'explication. L'objectif compagnie est à 54% cette année, le site de Crolle indique un taux à 40% environ mais nos propres informations nous conduisent à calculer un taux à 8%. Pour l'instant ST refuse de clarifier et de donner des chiffres, elle renvoie les élus d'instance en instances de CSEC à CSE locaux et de CSE locaux en CSEC.
- **Le rejet des PFAS dans l'eau et dans les rivières** : ST a annoncé que techniquement parlant les pbs sont résolus. Les équipes de crolles travaillent depuis 2 ans sur le sujet et ont pu qualifier des solutions innovantes : soit pour supprimer le rejet de PFAS en changeant les matériaux utilisés comme la résine, soit pour supprimer les PFAS dans l'eau rejetée. Là encore aucun investissement n'a pu être présenté en CSE, ni aucun planning de réalisation. A la question posée sur le nombre de personnes garantes de la réussite de ce programme, aucune réponse. Aucun programme n'a été présenté pour les autres sites du Groupe. Là encore nous demandons qu'une infime partie des subventions publiques soient utilisées pour ce programme et ceci pour l'ensemble des sites
- **La prise en compte du scope 3 dans son intégralité** n'est toujours pas présentée en CSEC malgré nos demandes. Nous avons une question spécifique sur la taxonomie. La question était : Les investissements du groupe alignés à la taxonomie sont nuls en 2024 alors que la part éligible est de 49%

Quels sont les investissements alignés prévus dans les prochaines années ?

La BPI indique : La taxonomie permet donc de mieux envisager les risques et les opportunités de ses portefeuilles d'investissements et de garantir sa réputation, en évitant de subventionner des activités contraires aux objectifs environnementaux. In fine, elle participe à une meilleure définition de leur volonté d'investissement

La direction confirme : on est à 0% car on ne peut pas prouver que nous avons une empreinte carbone de fabrication faible par rapport à des produits similaires précédents, qu'on ne peut pas prouver non plus que les produits que nous fabriquons présente une faible consommation d'énergie par rapport à des produits comparables,

qu'on ne peut pas prouver que les produits que nous fabriquons facilite l'exploitation d'une application finale à faibles émissions de Gaz à effet de serre , ni que nos produits améliore l'efficacité d'applications finales fortement émettrice de GES -> on nous aurait menti ?

Nous n'avons pas eu de réponse sur les KPI environnementaux, ni sur les effectifs des services RSE, ou financier, rien non plus sur les engagements de neutralité carbone, rien sur le programme de recyclage des métaux, rien sur l'impact environnemental de la transformation industrielle en cours, rien sur l'impact environnemental de l'achat des MEMS de NXP, rien sur les investissements, les plannings d'exécutions, le nombre de salariés impliqués dans les projets

Les données partagées par ST ne correspondent pas à la communication faite et le recours au green washing est manifeste. La politique environnementale présentée est incohérente car elle est décorrélée des produits et des technologies présentés par les autres intervenants. La vision est court-termisme et ne répond pas aux enjeux et aux souhaits des salariés et des citoyens. Les investissements réalisés sont trop faibles et ne correspondent pas aux engagements pris.

Pour conclure, de manière globale, la CGT donne un avis défavorable sur la déclinaison des orientations stratégiques arrêtées.